



VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL

relatif à la modification de l'arrêté fixant le coefficient
d'impôt du 26 juin 2001

(du 24 mars 2005)

AU CONSEIL GENERAL

DE LA VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères générales,
Messieurs les Conseillers généraux,

1. Résultat des comptes 2004

Les comptes 2004 de la Ville désormais bouclés affichent un déficit de 17,9 millions de francs, supérieur de 7,7 millions au budget accepté en décembre 2003.

La commission financière du Conseil général en a débuté l'examen de détail et a souhaité que le Conseil général en débattenne lors de sa séance de mai, le calendrier des vacances de mars et de Pâques ne permettant pas, cette année, de planifier ce débat pour le mois d'avril, comme initialement prévu par le Conseil communal.

Des premières analyses effectuées, il ressort que, malgré des dépenses imprévisibles et une augmentation de certaines charges facturées par l'Etat, les dépenses ont été dans l'ensemble bien maîtrisées. La détérioration par rapport au budget s'explique principalement par des recettes inférieures aux prévisions et des économies non réalisées à la hauteur des espoirs placés à l'époque dans le processus APMS (analyse des prestations et missions des services).

De façon plus détaillée, les principaux écarts constatés sont les suivants :

Détériorations :

- recettes fiscales inférieures de 7 millions par rapport au budget ;
- économies projetées de 2,6 millions sur les ressources humaines (APMS et délai de carence) réalisées à hauteur de 50 % seulement ;
- factures sociales (dispositions cantonales) supérieures de 2,2 millions par rapport au budget :
 - facture cantonale de l'aide sociale supérieure de CHF 640'000.- au budget ;
 - facture cantonale des mesures d'intégration professionnelle en augmentation de CHF 300'000.- par rapport au budget ;
 - crèches et garderies en augmentation de 1,04 million par rapport au budget 2004, sous l'effet des nouvelles dispositions cantonales ;
 - aide et soins à domicile en augmentation de CHF 75'000.- par rapport au budget 2004 ;
- facture relative aux transports publics en dépassement de CHF 180'000.- ;
- diverses détériorations de moindre importance, dont :
 - entrées des musées et des piscines ;
 - charges d'entretien des bâtiments supérieures aux prévisions, bien qu'en baisse par rapport à 2003 ;
 - projets externes au service informatique ;
 - enlèvement de la neige ;
 - location d'une salle de sports ;
 - soutien à des manifestations locales ;
 - SIS.

Améliorations :

- recettes de la péréquation en hausse de 1 million ;
- économies de l'ordre de 2 millions à l'instruction publique ;
- dépenses inférieures de CHF 230'000.- au budget au titre de l'allocation communale ;
- amélioration de CHF 300'000.- au poste des déchets valorisables ;
- amélioration de plus de CHF 700'000.- sur le poste « intérêts » du fait de la baisse des taux d'intérêts.

2. Rappel de la situation présentée avec le budget 2005

Lors de la présentation du budget 2005 en automne dernier, le Conseil communal a déjà fait part de son analyse de la situation financière de la Ville en démontrant que, bien qu'elle fait face à d'importantes charges de centre, l'administration communale est extrêmement svelte en

comparaison intercommunale et que la Ville souffre principalement d'une faiblesse du rendement fiscal (voir annexes). Autrement dit, du fait que l'impôt sur le bénéfice et le capital des sociétés est inférieur à la moyenne cantonale – notamment du fait de l'absence de sièges sociaux au lieu des sites de production – et qu'un point d'impôt sur les personnes physiques rapporte moins ici qu'ailleurs. Il en découle que, pour financer la même prestation, il faut une fiscalité plus lourde à La Chaux-de-Fonds que dans nombre de communes du canton.

Il n'en a pas moins présenté toute une série de pistes d'améliorations en cours ou à étudier, tout en soulignant la priorité qu'il entendait donner au développement économique et démographique de la ville qui constitue à ses yeux la seule réelle perspective d'assainissement durable de la situation.

Bien que le budget présenté pour 2005 était déficitaire de près de 15 millions de francs, le Conseil communal a expliqué qu'il souhaitait pouvoir renoncer à une augmentation d'impôts. Il a précisé néanmoins qu'il pourrait être contraint de proposer une telle hausse en fonction du résultat des comptes 2004.

3. Situation des réserves et perspectives 2004 – 2008

Il convient de rappeler que la législation cantonale interdit aux communes d'être en déficit dès lors qu'elles ne disposent pas de fortune. Pour La Chaux-de-Fonds, le montant de la fortune nette était de 37,14 millions de francs à fin 2003. Après le bouclage des comptes 2004, ce montant n'est dès lors plus que de 19,24 millions et présentera un solde de l'ordre de 4 millions à fin 2005 si le budget, qui prévoit un déficit d'environ 15 millions de francs, se réalise.

Sans être aujourd'hui en mesure de prévoir de façon précise les résultats des exercices à venir, le Conseil communal a tenté d'examiner de façon succincte quelles pouvaient être les perspectives financières pour la période 2004-2008 compte tenu des paramètres connus à ce jour. Pour ce faire, il a retenu les hypothèses optimistes suivantes :

2005 :

- amélioration de 2 millions par rapport au budget grâce aux mesures d'économies en cours ou encore à l'étude ;
- pas d'amélioration des recettes, celles-ci étant calculées en fonction des résultats de l'activité économique 2004, dont l'évolution favorable a déjà été prise en compte dans les projections.

2006 :

- nouvelle amélioration de 2 millions grâce à de nouvelles mesures d'économies à rechercher ;
- détérioration des recettes fiscales de l'ordre de 2 millions, prévisible en raison de trois facteurs principaux :
 - rattrapage lié au système postnumaerendo plus faible qu'en 2005, la répétition en 2005 du bon niveau d'activité économique 2004 donnant par exemple lieu à un rattrapage fiscal nul dans les comptes 2006 ;
 - rattrapage lié au système postnumaerendo plus faible qu'en 2005 puisque désormais également calculé sur la base d'un indice fiscal réduit, contrairement au rattrapage 2004, enregistré en 2005, qui est encore calculé sur la base d'un indice fiscal de 100 ;
 - croissance économique vraisemblablement plus faible en 2005 qu'en 2004 selon les prévisions actuelles.

2007 :

- amélioration de 3 millions espérée en lien avec les premiers résultats des mesures prises par le Conseil communal pour stimuler la croissance démographique et des revenus et avec la poursuite de la recherche d'économies.

2008 :

- nouvelle amélioration de 3 millions, motivée par les mêmes éléments qu'en 2007.

Bien que n'intégrant aucune nouvelle mauvaise surprise et traduisant la volonté du Conseil communal de poursuivre la recherche d'économies malgré l'extrême légèreté du fonctionnement de l'administration communale, et donc résolument optimiste, ce scénario conduit aux résultats prévisionnels suivants :

	2005	2006	2007	2008
déficit	13 mios	13 mios	10 mios	7 mios
cumulé	13 mios	26 mios	36 mios	43 mios
état de la fortune	6 mios	- 7 mios	- 17 mios	- 24 mios

Malgré un scénario optimiste, ce sont donc 24 millions qui font défaut, après épuisement des 19 millions de fortune disponibles à fin 2004, pour faire face aux déficits prévisibles sur l'ensemble de la législature.

4. Nécessité de proposer une augmentation d'impôts

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil communal s'est résolu à proposer une augmentation de la fiscalité, seule perspective envisageable à court terme pour éviter un démantèlement drastique des prestations à la population et pour maintenir l'espoir d'un nouveau développement à moyen terme.

Le Conseil communal insiste ici sur le fait que cette proposition d'augmenter la fiscalité ne doit pas être opposée à la volonté de rechercher des économies, mais complète au contraire cette volonté. Il conserve dès lors l'objectif d'assainir la situation financière de la Ville et de revenir à moyen terme au niveau fiscal actuel.

Comme illustré ci-dessus, c'est d'ailleurs après avoir envisagé une amélioration régulière, qui demandera chaque année le renouvellement d'efforts importants, que le Conseil communal conclut à la nécessité de compléter ces efforts d'une augmentation de la fiscalité, pour éviter un dérapage de la situation financière de la commune. Lors de l'introduction du nouveau système fiscal, le Conseil communal avait d'ailleurs déjà annoncé que la grande fluctuation des recettes fiscales qui en découlerait pourrait donner lieu à de plus fréquentes modifications – à la hausse comme à la baisse – du coefficient d'impôt.

Le Conseil communal ne fait pas davantage de cette proposition une question idéologique. Il est en effet conscient du poids supplémentaire qu'une augmentation de la fiscalité fera peser sur les contribuables, notamment sur certaines familles déjà fragiles, et de l'impact qu'elle aura sur l'image et l'attractivité de la ville, en particulier dans le contexte du désenchevêtrement et des discussions relatives à la péréquation financière intercommunale.

A ce sujet, le Conseil communal estime d'ailleurs que, malgré ses difficultés actuelles à retenir les revenus générés par l'activité économique qui s'y déploie, la Ville de La Chaux-de-Fonds contribue de façon importante au développement des Montagnes neuchâteloises et de l'ensemble du canton.

Cette analyse est d'ailleurs confirmée par des études récentes en matière d'économie régionale et montre que la seule lecture financière, qui présente la Ville comme bénéficiaire nette de la péréquation financière intercommunale, est insuffisante pour appréhender la situation réelle de La Chaux-de-Fonds, de la région et du canton. Nombre de personnes vivant dans les districts du Locle et du Val-de-Ruz, sur le Littoral et dans le Jura ou le Jura bernois voient en effet leurs revenus intimement liés à l'activité économique, culturelle et sociale qui se déploie à La Chaux-de-Fonds.

Sur les 20'516 emplois recensés en 2004 en Ville, 4'275 (21 %) étaient par exemple occupés par des personnes domiciliées dans une autre commune neuchâteloise. Et en ajoutant à ce chiffre celui des personnes travaillant à La Chaux-de-Fonds et résidant hors du canton de Neuchâtel, on constate que ce sont près de 8'000 emplois chaux-de-fonniers (7'909, soit 39 % de l'ensemble) qui contribuent aux revenus d'autres communes situées dans la région. Sur le plan économique comme sur d'autres, les communes concernées, et finalement l'ensemble du canton, tirent donc profit du développement de La Chaux-de-Fonds.

Au moment de faire des choix concernant l'avenir de la Ville, le Conseil communal estime que les Autorités doivent également avoir ces éléments à l'esprit. Un démantèlement drastique des prestations publiques et l'abandon de toute perspective de développement n'impliquerait en effet pas uniquement les contribuables chaux-de-fonniers, mais l'ensemble de la population de la région. Il conduirait aussi à l'abandon d'un projet de développement équilibré du canton et rejetterait définitivement la région des Montagnes neuchâteloises au rang de région périphérique.

Au vu des incertitudes qui marquent les prévisions rappelées ci-dessus, de la ferme volonté de poursuivre les efforts d'économie déjà évoqués et des aspects liés à l'image de la commune, le Conseil communal a néanmoins décidé de limiter la hausse de l'impôt qu'il soumet au Conseil général à cinq points. L'indice de l'impôt communal passerait ainsi de 70 à 75, augmentant les recettes fiscales d'environ cinq millions en 2005. En effet, en fonction des différentes méthodes de calcul retenues, l'estimation de la valeur d'un point d'impôt fournit des valeurs comprises entre 970'000 et 1'020'000 francs.

En retenant les mêmes hypothèses optimistes que celles décrites ci-devant, l'évolution de la situation financière de la commune pourrait dès lors évoluer de la façon suivante :

	2005	2006	2007	2008
déficit	8 mios	8 mios	5 mios	2 mios
cumulé	8 mios	16 mios	21 mios	23 mios
état de la fortune	11 mios	3 mios	- 2 mios	- 4 mios

On remarque que, même avec l'augmentation d'impôts proposée, de 5 points dès 2005, le défi reste de taille pour la gestion financière de la commune. D'une part, il s'agira de réaliser les hypothèses optimistes retenues ici à titre d'estimation et, d'autre part, il sera nécessaire de réaliser des améliorations encore supérieures d'environ 1 million par an, faute de quoi la fortune disponible ne permettra plus de couvrir les déficits dès 2007.

Vu le report de l'examen de détail des comptes 2004 par le Conseil général, le Conseil communal a choisi de présenter cette hausse de la

fiscalité un mois avant la séance des comptes. Selon le service des communes, il est en effet possible de proposer une hausse de la fiscalité avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2005 mais cet effet rétroactif doit être limité. Dès lors que le Conseil communal dispose de tous les éléments concernant le résultat de la clôture des comptes 2004 et que la commission financière du Conseil général en aura été saisie en mars, il n'existe plus de raison d'attendre le mois de mai pour introduire une augmentation de la fiscalité portant effet au 1^{er} janvier 2005.

Le Conseil communal s'est aussi interrogé, vu l'importance et la sensibilité de l'enjeu, sur l'opportunité de prévoir un référendum obligatoire sur cet objet. Après examen de cette question avec le service juridique communal et avec le service cantonal des communes, il est néanmoins apparu que la législation cantonale n'autorisait pas un tel procédé, de sorte qu'il appartiendra aux citoyennes et citoyens qui souhaiteraient qu'un tel vote intervienne de le solliciter en récoltant les signatures requises.

5. Conclusion

Extrêmement préoccupé par la grave situation financière de la Ville, le Conseil communal estime qu'il est de son devoir de compléter les importants efforts déployés pour assainir la situation d'une proposition de hausse de la fiscalité.

Loin d'en faire une question idéologique, le Conseil communal voit dans cette proposition la seule mesure à même d'éviter un démantèlement drastique des prestations à la population, dont l'impact toucherait non seulement les contribuables chaux-de-fonniers, mais l'ensemble de la région, voire du canton, dont la dimension urbaine serait également remise en question par un déclin de La Chaux-de-Fonds. Cette analyse conduit aussi le Conseil communal à insister sur la nécessité de reprendre au plan cantonal la réflexion concernant la répartition du produit de l'impôt sur les personnes morales.

Pour le Conseil communal, des perspectives positives existent pour l'avenir de cette ville, qui ont notamment été mises en évidence lors de la présentation du programme de législature. La mise en œuvre du projet de réseau urbain neuchâtelois (RUN), l'implantation d'une partie du parc scientifique et technologique Neode dans notre ville, l'arrivée de projets importants en matière de promotion économique et les projets en lien avec le patrimoine (Art Nouveau, route touristique nationale, etc.) sont autant de chances que notre responsabilité nous commande de saisir pour ne pas abandonner toute ambition de développement pour la région.

Enfin, la perspective d'un rapprochement fort avec Le Locle impose aussi de ne pas laisser la situation des finances communales se détériorer, mais

de prendre aujourd'hui les mesures qui permettront, le moment venu, de revenir à une situation fiscale comparable dans les deux Villes.

C'est dans cet esprit que nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères générales, Messieurs les Conseillers généraux, de bien vouloir accepter l'arrêté ci-dessous.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Présidente:	Le Chancelier:
Claudine Stähli-Wolf	Sylvain Jaquenoud

2005

Arrêté fixant le coefficient d'impôt

**LE CONSEIL GENERAL
DE LA VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS**

Vu un rapport du Conseil communal,
vu la Loi sur les contributions directes du 21 mars 2000
(LCdir),
vu la Loi sur les communes du 21 décembre 1964,

Arrête :

Article premier.- L'article premier de l'arrêté fixant le coefficient d'impôt, du 26 juin 2001, est modifié comme suit:

"Art. 1er.- L'impôt direct communal sur le revenu et la fortune des personnes physiques est calculé conformément au barème unique de référence prévu aux articles 40 et 53 LCDir, multiplié par un coefficient de 75 (art. 3 et 268 LCDir)."

Art. 2 .- Le présent arrêté entre en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2005.

Il sera soumis à la sanction du Conseil d'Etat, à l'expiration du délai référendaire.

A N N E X E S

Annexe 1**Exemples d'impôt dû en fonction du revenu imposable****personnes seules**

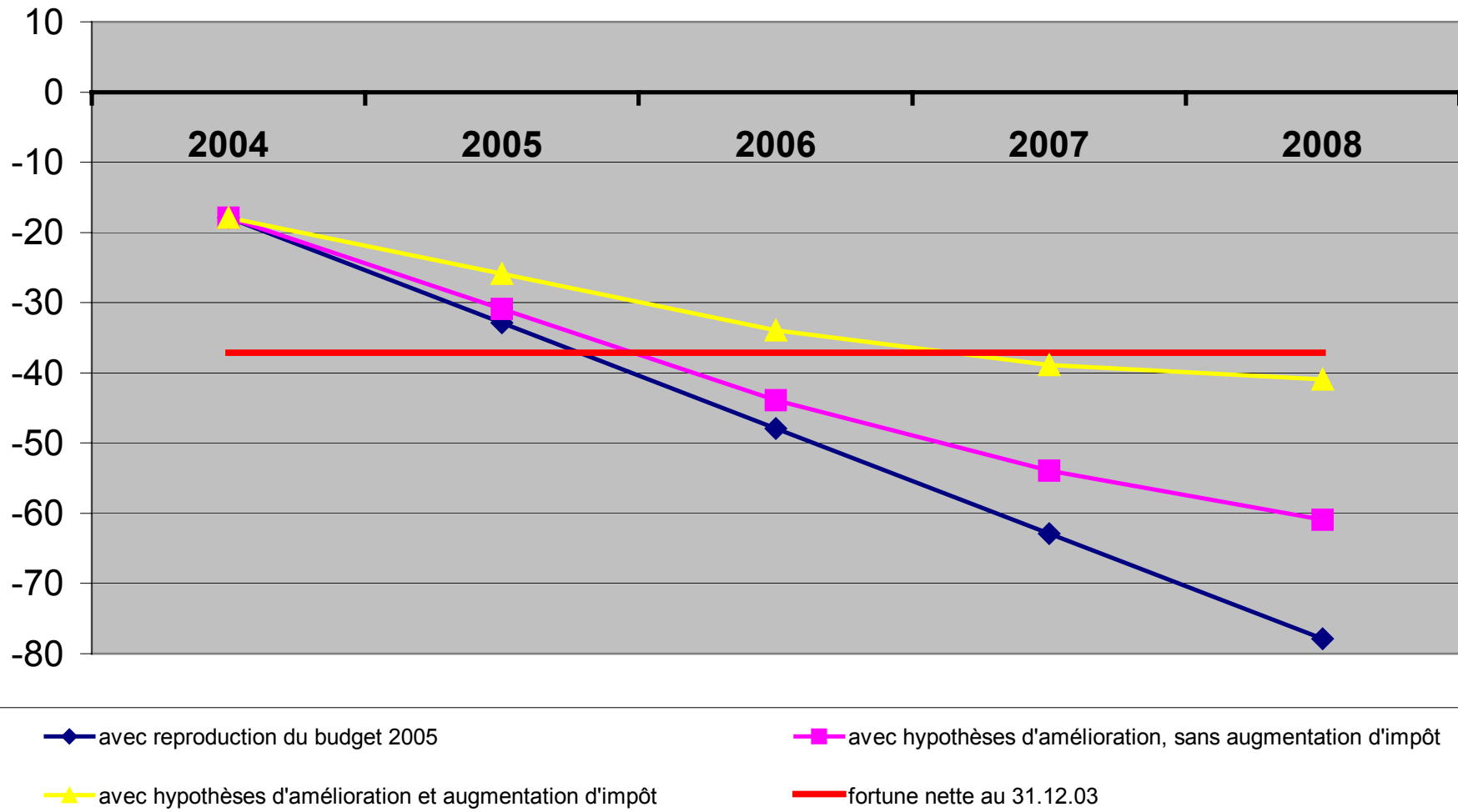
Revenu imposable	Impôt fédéral	Impôt cantonal	Impôt communal		Impôt total		Ecart impôt total	
			indice 70	indice 75	indice 70	indice 75	en francs	en %
40'000.00	284.30	4'290.00	2'310.00	2'475.00	6'884.30	7'049.30	165.00	2.4%
60'000.00	850.80	7'929.00	4'269.95	4'574.95	13'049.75	13'354.75	305.00	2.3%
80'000.00	1'998.85	11'830.00	6'370.00	6'825.00	20'198.85	20'653.85	455.00	2.3%
100'000.00	3'514.70	15'990.00	8'610.00	9'225.00	28'114.70	28'729.70	615.00	2.2%
150'000.00	8'609.90	26'910.00	14'490.00	15'525.00	50'009.90	51'044.90	1'035.00	2.1%

couples

Revenu imposable	Impôt fédéral	Impôt cantonal	Impôt communal		Impôt total		Ecart impôt total	
			indice 70	indice 75	indice 70	indice 75	en francs	en %
40'000.00	151.00	2'221.85	1'196.35	1'281.85	3'569.20	3'654.70	85.50	2.4%
60'000.00	591.00	5'530.90	2'978.20	3'190.90	9'100.10	9'312.80	212.70	2.3%
80'000.00	1'335.00	9'123.60	4'912.70	5'263.60	15'371.30	15'722.20	350.90	2.3%
100'000.00	2'425.00	12'763.65	6'872.75	7'363.65	22'061.40	22'552.30	490.90	2.2%
150'000.00	7'674.00	22'454.65	12'090.95	12'954.60	42'219.60	43'083.25	863.65	2.0%

Annexe 2

Evolution du déficit cumulé du compte de fonctionnement



Annexe 3**Coefficients 2005**

Neuchâtel	62	Cernier	66
Hauterive	65	Chézard-Saint-Martin	74
Saint-Blaise	55	Dombresson	63
Marin-Epagnier	47	Villiers	66
Thielle-Wavre	78	Le Pâquier	68
Cornaux	55	Savagnier	59
Cressier	74	Fenin-Vilars-Saules	60
Enges	75	Fontaines	58
Le Landeron	49	Engollon	54
Lignières	64	Fontainemelon	52
Boudry	68	Les Hauts-Geneveys	62
Cortailod	60	Boudevilliers	60
Colombier	55	Valangin	65
Auvernier	47	Coffrane	67
Peseux	64	Les Geneveys-sur-Coffrane	60
Corcelles-Cormondrèche	72	Montmollin	45
Bôle	60	Le Locle	70
Rochefort	59	Les Brenets	60
Brot-Dessous	65	Le Cerneux-Péquignot	74
Bevaix	61	La Brévine	78
Gorgier	60	La Chaux-du-Milieu	78
Saint-Aubin-Sauges	70	Les Ponts-de-Martel	72
Fresens	55	Brot-Plamboz	78
Montalchez	80	La Chaux-de-Fonds	70
Vaumarcus	33	Les Planchettes	80
Môtiers	75	La Sagne	70
Couvet	73	Etat	130
Travers	83		
Noiraigue	88		
Boveresse	78		
Fleurier	70		
Buttes	78		
La Côte-aux-Fées	59		
Saint-Sulpice	71		
Les Verrières	74		
Les Bayards	82		

Coefficient supérieur ou égal à 70 dans 26 communes sur 62

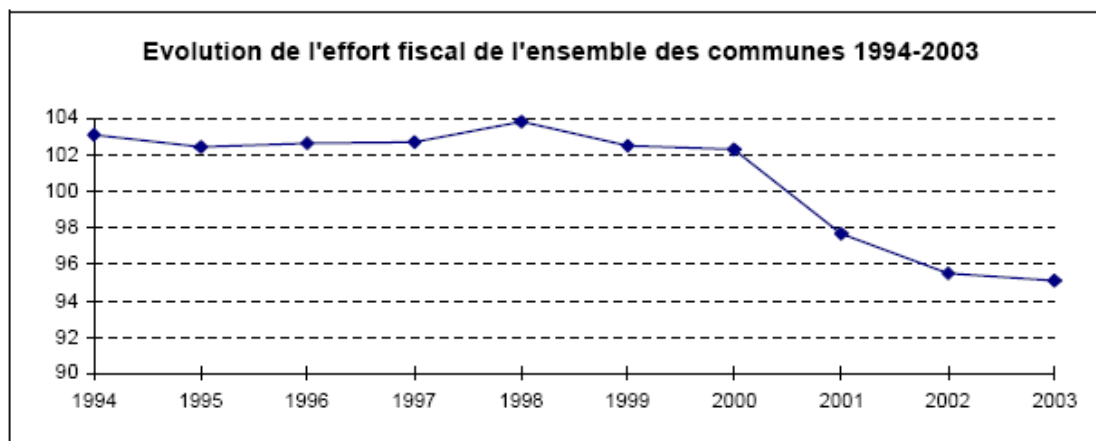
Annexe 4

Extraits du rapport de gestion du service des communes

6

D. Département des finances et des affaires sociales

La diminution totale du rendement des impôts - de 20 millions de francs pour l'Etat et 24 millions de francs pour les communes - est due à une forte baisse au niveau des personnes morales, de 29,9 millions de francs, qui n'a pas pu être compensée par la progression des personnes physiques.



L'effort fiscal, qui inclut la taxe foncière mais pas les versements compensatoires provenant des frontaliers ni l'impôt à la source, subit une nouvelle baisse en 2003 (95,1% contre 95,5% en 2002) mais dépasse légèrement le pourcentage, indiqué plus haut, des impôts communaux par rapport à l'impôt de l'Etat (94%). Depuis 1998, la baisse atteint près de 9%.

Un effort fiscal de 100 signifie que l'ensemble des communes perçoit globalement, par l'impôt direct communal ainsi que la taxe foncière, un montant égal à celui perçu par l'Etat dans toutes les communes, au travers de l'impôt direct cantonal.

Il faut relever que l'effort fiscal de l'ensemble des communes est une valeur purement théorique, qui recouvre des situations communales fort différentes. En 2003, l'effort fiscal le plus bas était de 75,3% et le plus haut de 118,2%. L'écart est donc de 43. Pour les coefficients d'impôt, il est de 55 (coefficient le plus bas: 63%, le plus haut: 118%).

On peut noter à ce propos que l'effort fiscal ne reflète plus exactement la fiscalité des communes depuis que le coefficient de l'impôt des personnes morales est identique (100%) pour les communes et l'Etat (nouvelle loi sur les contributions directes entrée en vigueur en 2001). Les communes ayant des personnes morales importantes fiscalement sont avantagées si leur coefficient est inférieur à 100% et désavantagées si leur coefficient est supérieur à 100%. Le produit de l'impôt des personnes morales tire en effet l'effort fiscal vers le haut, sans que la commune concernée fournisse un effort particulier sur le plan fiscal (voir tableau 5 ci-après: classements selon le coefficient et selon l'effort fiscal).

Cette constatation a d'ailleurs amené le Conseil d'Etat à proposer une modification du critère de l'indice de charge fiscale, utilisé dans la compensation de la surcharge structurelle (voir chapitre ci-après, consacré à la péréquation financière intercommunale).

Impôts communaux perçus en 2003

Tableau 2

	Personnes physiques		Dont impôts		Personnes morales		Taxe foncière	Impôts fonciers	Total	
	en francs	par habitant	des frontaliers	à la source	en francs	par habitant			en francs	par habitant
1 Neuchâtel	95'964'243	3'040	440'277	5'369'716	34'802'780	1'102	0	2'164'943	132'931'966	4'211
2 Hauterive	8'248'499	3'249	26'371	192'478	120'430	47	0	1'598	8'370'527	3'297
3 Saint-Blaise	11'158'033	3'583	32'857	301'764	966'865	310	0	41'920	12'166'818	3'907
4 Marin-Epagnier	8'307'631	2'117	61'068	171'824	5'485'810	1'398	0	0	13'793'441	3'514
5 Thielle-Wavre	1'968'965	3'096	0	20'388	39'738	62	0	0	2'008'703	3'158
6 Cornaux	3'583'678	2'386	18'241	89'142	594'165	396	0	51'044	4'228'887	2'816
7 Cressier	4'496'771	2'332	7'138	109'563	94'303	49	0	79'376	4'670'450	2'422
8 Enges	962'404	3'208	0	-17'412	4'764	16	0	1'050	968'218	3'227
9 Le Landeron	11'793'218	2'703	23'339	129'609	742'018	170	0	0	12'535'236	2'873
10 Lignières	2'501'424	2'716	0	30'430	27'780	30	0	0	2'529'204	2'746
11 Boudry	12'649'539	2'502	78'062	450'242	222'483	44	0	146'095	13'018'117	2'575
12 Cortaillod	12'578'932	2'875	47'699	228'012	193'359	44	0	89'891	12'862'182	2'939
13 Colombier	17'246'822	3'431	21'866	199'091	92'874	18	0	128'138	17'467'834	3'475
14 Auvornier	6'399'212	4'123	12'463	140'048	295'420	190	0	14'104	6'708'736	4'323
15 Peseux	15'757'783	2'817	21'980	417'293	790'355	141	0	153'806	16'701'944	2'986
16 Corcelles-Cormondrèche	12'882'197	3'162	6'798	201'369	350'869	86	0	1'119	13'234'185	3'248
17 Bôle	6'391'436	3'567	22'546	63'416	212'012	118	0	5'306	6'608'754	3'688
18 Rochefort	3'080'873	3'062	9'630	42'213	40'489	40	0	8'031	3'129'393	3'111
19 Brot-Dessous	233'688	2'385	4'305	6'346	15'161	155	0	0	248'849	2'539
20 Bevaix	10'037'862	2'725	16'088	138'052	141'489	38	0	35'821	10'215'172	2'774
21 Gorgier	5'642'008	3'180	9'517	122'568	149'524	84	0	28'380	5'819'912	3'281
22 Saint-Aubin-Sauges	6'548'271	2'721	21'640	127'819	198'228	82	0	0	6'746'499	2'803
23 Fresens	478'955	2'508	33'196	3'241	7'818	41	0	0	486'773	2'549
24 Montalchez	463'762	2'378	0	1'041	2'002	10	27'953	230	493'947	2'533
25 Vaumarcus	653'659	3'012	0	5'836	2'260'677	10'418	0	0	2'914'336	13'430
26 Môtiers	2'045'308	2'550	136'071	5'833	32'970	41	0	0	2'078'278	2'591
27 Couvet	6'256'457	2'228	198'498	136'621	186'113	66	0	0	6'442'570	2'294
28 Travers	2'615'261	2'169	18'694	44'558	41'093	34	11'409	0	2'667'763	2'212
29 Noiraigue	1'120'226	2'324	15'295	38'280	20'933	43	0	0	1'141'159	2'368
30 Boveresse	858'293	2'212	1'586	2'883	4'221	11	0	0	862'514	2'223
31 Fleurier	8'929'471	2'436	240'305	110'348	663'480	181	0	45'955	9'638'906	2'630
32 Buttet	1'358'656	2'100	3'739	725	24'142	37	0	0	1'382'798	2'137
33 La Côte-aux-Fées	1'399'790	2'708	109'786	23'617	371'253	718	0	0	1'771'043	3'426
34 Saint-Sulpice	1'118'543	1'781	39'768	15'191	31'535	50	0	4'249	1'154'327	1'838
35 Les Verrières	1'543'677	2'126	38'861	4'377	31'923	44	0	4'989	1'580'589	2'177
36 Les Bayards	788'448	2'202	3'286	1'707	9'562	27	0	0	798'010	2'229
37 Cernier	5'279'228	2'637	16'088	73'419	80'083	40	0	0	5'359'311	2'677
38 Chézard-Saint-Martin	4'688'435	2'807	6'345	73'272	49'575	30	0	0	4'738'010	2'837
39 Dombresson	3'867'956	2'431	11'330	118'482	274'340	172	0	0	4'142'296	2'604
40 Villiers	962'321	2'418	6'571	14'274	206'305	518	0	0	1'168'626	2'936
41 Le Pâquier	535'853	2'516	0	24'916	17'714	83	0	0	553'567	2'599
42 Savagnier	2'399'261	2'479	3'059	33'875	17'104	18	0	0	2'416'365	2'496
43 Fenin-Vilars-Saules	1'930'862	2'561	4'305	25'115	21'418	28	0	0	1'952'280	2'589
44 Fontaines	2'474'035	2'469	86'446	55'947	-4'092	-4	18'592	0	2'488'535	2'484
45 Engollon	256'406	2'981	0	0	1'308	15	0	0	257'714	2'997
46 Fontainemelon	4'287'126	2'573	240'192	95'402	176'166	106	69'052	0	4'532'344	2'720
47 Les Hauts-Geneveys	2'490'571	2'979	680	84'490	16'321	20	384	0	2'507'276	2'999
48 Boudevilliers	1'865'722	2'712	30'817	78'049	15'611	23	0	0	1'881'333	2'734
49 Valangin	987'813	2'375	1'133	22'370	16'034	39	0	0	1'003'847	2'413
50 Coffrane	1'614'563	2'587	0	18'285	46'930	75	0	2'956	1'664'449	2'667
51 Les Geneveys/Coffrane	3'804'771	2'693	104'234	75'654	603'315	427	0	279	4'408'365	3'120
52 Montmolin	1'265'961	2'384	0	18'757	13'499	25	0	1'408	1'280'868	2'412
53 Le Locle	27'102'679	2'602	3'108'674	511'742	4'682'235	450	969'454	296'532	33'050'900	3'173
54 Les Brenets	3'781'833	3'350	886'671	19'279	429'466	380	0	0	4'211'299	3'730
55 Le Cerneux-Péquignot	695'554	2'058	11'443	1'446	11'276	33	0	0	706'830	2'091
56 La Brévine	1'523'104	2'192	32'063	3'677	23'024	33	0	615	1'546'743	2'226
57 La Chaux-du-Milieu	1'018'241	2'363	9'630	2'920	6'670	15	3'292	0	1'028'203	2'386
58 Les Ponts-de-Martel	2'691'851	2'126	117'830	24'927	305'696	241	0	4'021	3'001'568	2'371
59 Brot-Plamboz	588'367	2'246	3'512	385	25'627	98	0	681	614'675	2'346
60 La Chaux-de-Fonds	104'195'689	2'788	4'855'958	2'357'333	9'212'468	246	3'938'768	1'664'061	119'010'986	3'184
61 Les Planchettes	460'005	2'120	10'084	11'798	43'506	200	0	0	503'511	2'320
62 La Sagne	2'468'495	2'634	60'161	16'252	59'773	64	0	5'718	2'533'986	2'704
Ensemble des communes	471'300'697	2'817	11'328'196	12'690'295	65'620'010	392	4'936'175	5'085'045	546'941'927	3'269
Chiffres de 2002	465'735'387	2'795	10'650'979	13'678'589	95'511'461	573	4'927'024	4'568'925	570'742'797	3'425

Comptes de fonctionnement 2003. Récapitulation fonctionnelle. Charges par habitant

Tableau 10

	Administration	Sécurité publique	Enseignement et formation	Culture loisirs-sports	Santé	Prévoyance sociale	Trafic	Protection et aménagement de l'environnement	Economie publique	Finances et impôts
1 Neuchâtel	845	660	3'584	1'138	4'600	672	828	458	2'317	1'507
2 Hauterive	397	142	1'099	651	482	725	543	564	640	794
3 Saint-Blaise	445	140	1'345	476	468	390	816	704	1'012	942
4 Marin-Epagnier	398	181	1'652	460	466	457	524	766	22	1'657
5 Thielle-Wavre	372	85	1'811	55	469	343	161	540	1	422
6 Cornaux	791	166	1'458	348	479	343	190	591	769	367
7 Cressier	372	113	1'585	139	480	412	315	592	1'456	571
8 Enges	571	92	1'699	38	496	324	510	550	180	787
9 Le Landeron	284	120	1'346	265	494	369	238	577	765	670
10 Lignières	393	87	1'683	211	478	345	588	674	1'102	475
11 Boudry	631	215	1'787	275	494	371	471	764	1'400	649
12 Cortaillod	307	267	1'559	384	492	345	326	605	752	779
13 Colombier	312	168	1'684	238	490	377	326	585	138	531
14 Auvornier	449	240	1'282	544	489	379	483	491	678	2'143
15 Peseux	402	175	1'253	250	492	406	419	450	898	465
16 Corcelles-Cormondrèche	283	146	1'351	196	491	366	493	514	370	639
17 Bôle	574	156	1'487	280	490	402	260	604	622	657
18 Rochefort	402	231	1'356	35	480	337	395	435	355	446
19 Brot-Dessous	790	190	995	62	507	345	319	416	154	644
20 Bevaix	265	103	1'771	255	490	314	232	428	153	498
21 Gorgier	383	179	1'814	179	503	294	314	688	179	450
22 Saint-Aubin-Sauges	355	182	1'785	390	509	313	272	706	38	597
23 Fresens	262	82	2'067	34	559	306	110	588	164	184
24 Montalchez	450	84	1'180	5	517	309	362	1'014	322	382
25 Vaumarcus	926	112	1'849	333	494	310	2'666	2'810	108	4'355
26 Môtiers	456	84	2'094	209	506	319	415	488	351	392
27 Couvet	418	801	1'344	386	484	524	492	403	253	480
28 Travers	506	98	1'563	187	479	308	419	371	79	371
29 Noiraigue	393	82	1'711	205	475	298	452	231	177	499
30 Boveresse	443	165	1'580	248	495	312	429	177	277	373
31 Fleurier	312	150	1'525	322	486	477	426	231	44	333
32 Buttet	461	119	1'781	157	495	332	315	450	577	459
33 La Côte-aux-Fées	629	345	1'470	505	488	304	1'008	556	102	1'037
34 Saint-Sulpice	439	116	1'427	145	480	335	530	476	201	310
35 Les Verrières	473	462	1'504	198	493	316	477	745	547	577
36 Les Bayards	578	101	1'574	209	495	274	558	631	799	569
37 Cernier	273	162	1'533	53	477	483	254	731	91	421
38 Chézard-Saint-Martin	268	81	1'820	41	476	343	342	699	365	511
39 Dombresson	260	56	2'078	40	465	351	277	549	175	209
40 Villiers	567	79	1'433	58	479	365	514	513	231	300
41 Le Pâquier	657	111	2'020	68	511	395	521	407	1'499	818
42 Savagnier	274	87	1'695	47	465	308	335	681	292	333
43 Fenin-Vilars-Saules	368	144	1'242	41	495	342	321	647	254	831
44 Fontaines	283	74	1'801	74	453	360	254	710	108	664
45 Engollon	513	268	512	94	472	298	531	1'069	574	1'081
46 Fontainemelon	320	247	1'671	56	485	464	300	568	44	510
47 Les Hauts-Geneveys	310	212	1'611	39	485	334	388	684	145	331
48 Boudevilliers	325	302	1'321	53	476	341	300	482	1'334	431
49 Valangin	392	341	1'892	107	478	311	419	462	236	327
50 Coffrane	336	79	1'811	123	490	330	188	565	232	344
51 Les Geneveys/Coffrane	904	108	1'597	246	495	434	216	707	115	331
52 Montmolin	420	103	1'423	21	470	349	268	676	170	749
53 Le Locle	482	358	1'933	480	492	457	369	888	485	1'097
54 Les Brenets	437	228	1'431	300	456	583	481	756	154	1'283
55 Le Cerneux-Péquignot	262	138	1'862	29	458	291	82	123	66	104
56 La Brévine	393	147	1'550	169	469	305	247	210	37	242
57 La Chaux-du-Milieu	351	323	1'812	67	453	294	129	113	12	308
58 Les Ponts-de-Martel	405	153	1'630	169	503	323	269	604	17	359
59 Brot-Plamboz	267	166	1'661	23	488	347	48	533	167	193
60 La Chaux-de-Fonds	449	519	1'712	547	3'441	600	679	809	40	705
61 Les Planchettes	358	130	2'590	91	485	327	332	132	16	418
62 La Sagne	485	119	1'728	200	528	308	556	548	409	614
Ensemble des communes	498	358	1'997	501	1'917	493	537	623	722	845
Chiffres de 2002	510	342	1'948	528	1'842	423	507	653	1'254	895

Comptes de fonctionnement 2003. Récapitulation par nature. Charges par habitant

Tableau 15

	Charges de personnel	Biens, services et marchandises	Intérêts passifs	Amortissements	Parts et contributions sans affectation	Dédommagements à des collectivités publiques	Subventions accordées	Subventions redistribuées	Attributions aux financements spéciaux	Imputations internes
1 Neuchâtel	7'667	4'125	769	856	0	446	1'611	0	23	1'110
2 Hauterive	1'461	1'488	278	362	0	812	1'331	53	25	229
3 Saint-Blaise	1'170	1'603	213	740	3	915	1'699	55	80	260
4 Marin-Epagnier	1'456	725	292	407	0	1'029	2'233	111	42	290
5 Thielle-Wavre	1'202	640	79	134	0	987	1'147	47	0	22
6 Cornaux	1'318	1'328	184	225	0	1'015	912	68	24	429
7 Cressier	1'612	1'802	100	245	0	984	1'119	57	52	64
8 Enges	1'286	958	353	550	0	990	827	49	77	159
9 Le Landeron	1'079	1'182	169	300	0	876	1'288	48	25	160
10 Lignières	1'184	1'666	267	729	0	970	821	51	128	219
11 Boudry	1'791	1'882	297	419	0	1'020	1'034	94	99	422
12 Cortaillod	1'267	1'197	290	434	0	1'015	1'251	49	25	287
13 Colombier	1'121	618	178	203	0	1'057	1'257	62	75	276
14 Auviernier	1'175	1'455	312	384	10	871	2'669	62	60	180
15 Peseux	1'245	1'220	191	545	0	771	1'090	54	13	81
16 Corcelles-Cormondrèche	1'083	754	153	273	0	840	1'446	44	128	129
17 Bôle	980	1'032	146	794	918	0	1'383	51	132	96
18 Rochefort	1'339	668	125	284	0	834	994	44	36	149
19 Brot-Dessous	714	1'039	79	489	0	1'151	828	0	51	72
20 Bevaix	1'116	506	220	285	0	1'139	971	53	55	166
21 Gorgier	1'318	833	228	199	0	1'157	956	59	152	81
22 Saint-Aubin-Sauges	1'252	771	286	426	65	1'130	923	52	50	191
23 Fresens	1'071	758	14	187	0	1'277	982	48	6	12
24 Montalchez	355	1'075	208	953	0	1'013	835	24	98	66
25 Vuamarçus	1'502	1'673	87	4'812	0	1'057	4'636	47	56	95
26 Môtiers	1'812	613	183	316	0	1'288	881	50	40	129
27 Couvet	1'693	838	236	380	8	1'004	873	0	22	530
28 Travers	1'445	599	222	285	0	898	848	0	41	45
29 Noiraigue	1'494	600	225	400	0	929	795	0	14	66
30 Boveresse	1'237	644	152	165	0	1'292	840	0	13	156
31 Fleurier	1'415	584	130	305	0	958	884	0	22	7
32 Buttes	1'555	1'058	287	258	0	1'001	854	38	19	73
33 La Côte-aux-Fées	1'621	1'543	170	986	0	722	1'227	39	18	118
34 Saint-Sulpice	1'410	845	84	311	12	824	849	41	63	19
35 Les Verrières	1'833	1'123	328	380	0	920	833	38	120	217
36 Les Bavards	1'485	1'541	241	453	0	1'086	802	28	42	108
37 Cernier	969	841	140	299	0	1'039	975	46	71	98
38 Chézard-Saint-Martin	1'245	906	235	296	6	1'230	833	37	36	122
39 Dombresson	1'254	558	106	398	0	1'214	838	33	49	9
40 Villiers	531	693	197	409	0	1'721	918	29	26	15
41 Le Pâquier	2'007	2'294	566	330	0	767	951	19	54	18
42 Savagnier	1'350	762	151	175	1	1'011	884	29	86	69
43 Fenin-Vilars-Saules	913	924	131	191	0	968	1'349	39	30	139
44 Fontaines	1'168	711	160	246	0	1'143	950	45	50	309
45 Engollon	545	1'134	2	1'047	0	1'180	1'263	0	94	146
46 Fontainemelon	1'274	842	101	117	0	926	1'286	44	22	53
47 Les Hauts-Geneveys	1'125	767	273	273	0	1'076	874	49	10	91
48 Boudevilliers	1'047	1'478	81	376	0	1'027	1'093	45	65	154
49 Valangin	1'517	913	86	399	0	1'055	909	36	12	37
50 Coffrane	1'256	727	280	292	0	926	837	32	18	132
51 Les Geneveys/Coffrane	1'144	839	214	319	0	1'001	1'030	53	73	481
52 Montmolin	1'207	922	103	174	1	622	1'309	37	89	184
53 Le Locle	2'775	1'177	569	579	0	320	1'019	50	123	427
54 Les Brenets	1'512	1'134	219	392	1	787	1'687	64	59	255
55 Le Cerneux-Péquignot	1'009	553	62	97	0	868	787	0	38	0
56 La Brévine	1'170	508	100	143	0	969	793	0	23	63
57 La Chaux-du-Milieu	1'231	676	145	252	0	729	801	0	7	21
58 Les Ponts-de-Martel	1'269	843	233	319	1	867	809	41	22	27
59 Brot-Plamboz	770	1'030	6	10	22	1'000	999	0	58	0
60 La Chaux-de-Fonds	4'666	1'992	438	456	0	216	1'209	0	32	492
61 Les Planchettes	1'542	814	121	162	0	1'402	836	0	2	0
62 La Sagne	1'558	1'154	234	563	1	808	824	32	42	279
Ensemble des communes	3'336	1'827	385	496	11	658	1'259	29	47	444
Chiffres de 2002	3'354	2'113	422	627	10	616	1'134	28	72	524